



Commentaires sur la NIP FFEM :
« *Dundi Ferlo - Reforestation du Ferlo pour une
gestion durable des terres pastorales* »

CSN1761

Fond français pour l'environnement mondial
(FFEM)
Conseil scientifique et technique (CST)

Juin 2022



Ce document présente un avis sur la note d'identification de projet (NIP) présentée par Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) au Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) dans le cadre du projet intitulé « Dundi Ferlo - Reforestation du Ferlo pour une gestion durable des terres pastorales ». Conformément aux termes de référence fournis par le Secrétariat du FFEM, cet avis apporte une analyse critique sur l'adéquation de la NIP vis-à-vis des critères du FFEM¹, identifie ses principaux points forts et points faibles, et formule des suggestions pour l'amélioration du projet au stade de la note d'engagement de projet (NEP). Pour cela, ce document analyse successivement : (i) le diagnostic du contexte et des besoins, (ii) la définition du projet (objectifs, composantes, activités), et (iii) le montage institutionnel (parties prenantes, partenariats, pilotage) pour la mise en œuvre du projet.

1. Avis et recommandations sur le diagnostic du contexte et des besoins

➔ Points forts

Le diagnostic présenté dans la NIP met bien en évidence les défis du pastoralisme dans la zone du Ferlo tout en insistant également sur ses potentialités. En particulier, les communautés pastorales, qui sont le principal groupe cible de ce projet, ne sont pas simplement considérées comme les responsables des dégradations environnementales en cours mais comme les principaux acteurs de changement, en tant qu'usagers des ressources fourragères et forestières. Le diagnostic décrit assez clairement les enjeux environnementaux et de développement local auxquels le projet souhaite prioritairement répondre : d'une part la baisse tendancielle de la densité et de la biodiversité du couvert arboré dans le Ferlo, d'autre part le manque de gestion concertée des ressources naturelles communes.

La dimension économique du problème de surexploitation des ressources naturelles et de dégradation des terres est clairement mise en avant, ce qui débouche dans l'analyse qui est faite sur (i) la nécessaire prise en compte de facteurs économiques dans le choix des essences à planter et (ii) des propositions pour générer des revenus à partir des ressources fourragères et forestières, dont les produits forestiers non ligneux (PFNL). L'accent est d'ailleurs mis sur le potentiel économique d'une meilleure transformation et commercialisation de ces produits (en restant néanmoins vague, à ce stade, sur les opportunités qui existent dans le Ferlo en général et les trois zones ciblées en particulier).

Le diagnostic cherche à mettre en avant les leçons tirées d'expériences passées, notamment en ce qui concerne les modèles de gestion des parcelles reboisées dans le cadre de la Grande Muraille Verte (GMV) : par exemple, la NIP rappelle que l'implication de groupements d'intérêt économique (GIE), et non des seuls services techniques de l'Etat, a permis d'accroître la valeur économique des parcelles. L'analyse des besoins et des capacités locales s'appuie aussi sur les expériences préalables d'AVSF en matière de renforcement des unités pastorales (UP) lors de son précédent projet de Lutte contre la désertification par l'appui au pastoralisme dans le Ferlo (Ega Egga), co-financé par le FFEM.

Les risques inhérents à la mise en œuvre du projet et les mesures qui ont été ou seront prises pour les atténuer sont bien identifiés. L'analyse insiste sur l'importance des consultations à différents niveaux (usagers, UP, collectivités territoriales, services techniques, etc.) pour prévenir certains risques ou atténuer leurs effets.

➔ Points faibles

La notion de résilience des communautés pastorales, centrale dans le projet, n'est pas suffisamment décrite. Il est fait mention à plusieurs reprises dans la NIP de la résilience au changement climatique, mais sans la caractériser. Les réponses qui sont proposées pour « améliorer la résilience » (préservation des ressources ligneuses et développement d'activités économiques valorisant les produits issus des zones reboisées) ne vont donc pas forcément de soi à la lecture de la NIP.

Les femmes et les jeunes sont présentés comme les cibles prioritaires des activités génératrices de revenus (AGR), mais la NIP n'explicite pas ce choix. Il manque ainsi une rapide analyse de genre et des classes d'âge, qui pourrait notamment porter sur l'accès différentiel aux ressources fourragères et forestières, les rôles respectifs aux différents maillons des chaînes de valeur et l'utilisation des revenus générés par ces ressources au sein des ménages. De plus, une brève description des organisations /

¹ Contribution à l'environnement mondial ; contribution au développement local ; caractère innovant ; caractère démonstratif, reproductible, effet de levier ; pérennité économique et financière du projet ; viabilité au plan écologique et environnemental ; acceptabilité sociale et culturelle ; cadre institutionnel adéquat.

groupements féminins et de jeunes existants dans les zones ciblées, de leurs capacités et de leurs besoins, serait utile pour mieux appréhender la contribution du projet au développement local.

La NIP expose brièvement le potentiel de transformation et commercialisation de certains PFNL (dont la gomme arabique) mais aborde de manière trop générale les systèmes fourragers, sans expliquer suffisamment quels sont les besoins des troupeaux et les priorités des éleveurs dans le contexte spécifique du Ferlo.

→ Questions et recommandations

Le diagnostic pourrait probablement être enrichi en précisant les dynamiques actuelles des systèmes agraires dans le Ferlo, par exemple le développement ou non de l'agriculture (irriguée) au détriment des espaces pastoraux², l'éventuelle « reconversion » de certains éleveurs dans l'agropastoralisme ou encore les changements dans la structure et la taille des troupeaux. Une meilleure appréhension de ces dynamiques permettrait en effet d'éclairer certains des choix techniques proposés.

Plusieurs des activités du projet visent une meilleure valorisation des ressources fourragères et forestières ainsi qu'un accès plus équitable à ces ressources, sans toutefois présenter la situation actuelle dans le Ferlo : en quoi ces ressources sont-elles insuffisamment valorisées ? Quels sont les groupes socio-économiques qui disposent d'un accès moindre et pourquoi ? Outre les éléments de vulnérabilité sociale, économique ou climatique qui caractérisent les femmes et les jeunes, en quoi ces groupes seraient-ils davantage disposés que d'autres à s'impliquer dans des AGR reposant sur la l'exploitation collective de zones reboisées et la valorisation de leurs produits, en particulier les PFNL ?

2. Avis et recommandations sur la définition du projet

→ Points forts

Le caractère démonstratif du projet Dundi Ferlo est évident. Le projet se veut expérimental, en choisissant trois UP évoluant dans des conditions bioclimatiques différentes et en testant plusieurs modalités de reforestation (avec différents protocoles prévus dans la composante 1). Il cherche aussi à optimiser les chances de succès (en ciblant des UP ayant un bon niveau de structuration, dynamiques et ayant exprimé leur souhait de participer au projet) et prévoit déjà une mise à l'échelle, en se donnant les moyens de tirer les leçons avant une extension géographique. Ainsi, la composante 3 est dédiée à la capitalisation des résultats et à un processus participatif de conception de la phase de mise à l'échelle.

En proposant de restaurer près de 1000 ha de terres – puis 10 000 ha à l'horizon 2032 pour le Ferlo, en lien avec le programme de GMV – ce projet pilote et son extension prévue s'inscrivent parfaitement dans la thématique prioritaire « forêts et terres agricoles durables » du FFEM. Le reboisement d'espèces sélectionnées par les communautés pastorales contribuera directement au maintien de la biodiversité. Si elle se concrétise, l'augmentation de la disponibilité des ressources ligneuses et non-ligneuses représentera un gain de biomasse (même si la question des exportations de biomasse liées à la valorisation économique des ressources sur les surfaces reboisées doit être davantage creusée). S'agissant d'un projet pilote, il est assez logique que les surfaces reboisées soient modestes, notamment en comparaison du taux de déforestation observé au Sénégal, qui passera de 40 000 ha/an en 2010 à 30 000 ha/an en 2030 (selon les données fournies en page 12 de la NIP). La viabilité du projet au plan écologique et environnemental devrait être assurée par la priorisation (i) d'essences endogènes et (ii) de modes d'exploitation et de gestion des parcelles permettant un prélèvement équilibré et une régénération naturelle.

Au travers de sa composante 2, le projet Dundi Ferlo devrait avoir une contribution très directe au développement économique local, via l'accroissement des revenus et la création d'emplois permis par la valorisation des ressources issues des parcelles reboisées, en particulier pour les femmes et les jeunes. En matière de structuration du milieu rural et de gestion concertée des ressources naturelles, le projet s'appuie à juste titre sur les UP, qu'il cherche à renforcer, dans la continuité du travail déjà réalisé dans le cadre du projet Ega Egga.

Le caractère innovant du projet repose, entre autres, sur la valorisation des communs (en lien avec l'accès partagé aux ressources fourragères et hydriques qui caractérise le pastoralisme du Ferlo). En comparaison d'autres projets de reforestation dans le Ferlo et plus généralement au Sahel, la formation

² Comme c'est le cas par exemple depuis quelques années dans le pré-Ferlo aux abords du Lac de Guiers.

des éleveurs membres des UP sur différentes pratiques de restauration forestière, et leur implication dans le suivi et la comparaison de ces pratiques, constitue une autre innovation intéressante.

La NIP porte une attention particulière à l'articulation entre le cadre stratégique de planification foncière (les plans d'occupation et d'affectation des sols / POAS) et l'outil opérationnel de gestion des ressources pastorales que représentent les UP. Pour cela, il est prévu de soutenir directement l'élaboration du POAS dans une des trois communes de la zone d'intervention du projet et de se coordonner avec le projet RIPOSTE (FAO), qui prévoit leur mise en place dans les deux autres communes.

→ **Points faibles**

La principale faiblesse du projet est relative à sa durée et son calendrier eu égard aux objectifs et résultats attendus. Il apparaît très ambitieux de vouloir disposer, après 3 ans seulement, de modalités de mise en œuvre d'un projet de reboisement à grande échelle dans la zone du Ferlo. De plus, compte tenu du délai de croissance et d'entrée en production des arbres (en particulier pour les parcelles de 50 ha et plus, qui ne seront mises en place qu'à la saison des pluies 2023), le temps du projet semble court pour à la fois tester différentes options et évaluer les résultats obtenus en termes de valorisation des produits issus des parcelles reboisées. Ainsi, le Résultat 4 (« Les communautés pastorales développent des activités économiques de valorisation des produits issus des zones reboisées ») semble d'ores et déjà difficilement atteignable à l'issue du projet. Par ailleurs, il faut souligner qu'il subsiste actuellement une inconnue sur la capacité à pérenniser économiquement les parcelles reboisées sur la base des AGR qui seront développées. Les différents types de soutien apportés par le projet (formations techniques, équipement, mise en relation avec les marchés, etc.) ne sont pas encore définis et ne le seront probablement pas avant la réalisation de l'étude de filière prévue en Activité 4.1.

Concernant la composante 3, la nature des ateliers de partage d'expérience pour l'élaboration de la phase II ainsi que la méthodologie d'animation prévue ne sont pas suffisamment développées. La capitalisation d'expériences peut être vue comme un processus défini d'analyse, d'échanges et d'apprentissage collectif. Le document annexé à la NIP décrit pour l'instant le cadre général des travaux de capitalisation au sein d'AVSF, mais pas comment elle sera concrètement mise en œuvre dans ce projet.

→ **Questions et recommandations**

Certains des choix opérationnels et techniques pourraient être mieux explicités au stade de la NEP, notamment le choix de la taille des parcelles mises en défens ou reforestées (80 à 160 ha) et celui des densités de plantation. La NIP propose un objectif (moyen ?) de 200 arbres par ha³, ce qui peut paraître élevé dans le contexte local, surtout à la lecture du commentaire suivant : « certaines parcelles GMV sont passées de 10 à 40 arbres à l'hectare » (page 15). Pour assurer la viabilité des plantations à l'issue du projet, les densités devront dans tous les cas tenir compte de la disponibilité en eau et donc des précipitations, ainsi que des besoins en eau des différentes essences.

Outre la régénération naturelle associée à la mise en défens des parcelles, la régénération naturelle assistée (RNA) sera l'une des modalités de reforestation développées dans le cadre du dispositif « témoin » (cf. Annexe 6.1 sur les protocoles expérimentaux). Néanmoins, l'essentiel des surfaces restantes (hors dispositif expérimental, soit 928 ha) sera reboisé suivant un protocole standard utilisant des hydro-rétenteurs. En contexte sahélien, la RNA, en particulier la propagation végétative d'arbres existants par drageonnage de racines, est souvent plus efficace et moins coûteuse que de transplanter des plants de pépinières, qui sont très fragiles pendant les 3-4 premières années et soumis à divers stress (manque d'eau, bétail, feux). On peut donc se demander pourquoi la stratégie de reboisement du projet n'a pas davantage été axée sur la RNA. De plus, au vu des difficultés généralement rencontrées par ce type d'activité, on peut légitimement se poser la question de la pérennité des pépinières communautaires. A minima, certains des risques potentiels de cette activité (en lien, par exemple, avec la maîtrise technique requise, la rentabilité à long terme ou encore le partage des responsabilités au sein de groupements) pourraient être mieux identifiés au stade de la NEP.

Le projet prévoit la mise en place de 9 comités de gestion des parcelles restaurées au niveau des UP. Pour mieux apprécier la contribution du projet au développement local ainsi que les aspects de durabilité (pérennité des comités), la NEP devra préciser comment ces comités seront mis en place, formés, appuyés et suivis. Plus globalement, compte tenu des constats réalisés lors de l'évaluation du projet Ega Egga (absence de contribution financière régulière des communes et des comités de gestion des

³ Avec d'ailleurs une incohérence avec la densité ciblée dans le cadre logique en Annexe 1, qui est de 250 arbres/ha.

infrastructures), il conviendra de clarifier la manière dont se fera l'autonomisation des UP, notamment d'un point de vue économique et financier. En termes de répliquabilité, on peut s'interroger sur l'extension possible au contexte sahélien pastoral de cette initiative de reforestation en l'absence d'UP structurées / dynamiques / autonomes ou de leur équivalent. Enfin, afin de pouvoir mieux apprécier les éléments d'acceptabilité sociale et culturelle du projet, il faudra apporter plus de précisions, dans la NEP, sur les modalités de sensibilisation des communautés pastorales à la préservation des ressources naturelles et sur les techniques de formation envisagées, notamment dans le cadre de l'Activité 3.2.

Même si l'analyse des systèmes de marchés des PFNL (Activité 4.1) permettra d'orienter les choix techniques, il serait bon d'identifier dès le stade de la NEP d'autres formes possibles de valorisation des ressources forestières et fourragères que la transformation et la commercialisation des PFNL, par exemple le stockage et la conservation des fourrages pour une utilisation au sein des exploitations agricoles, en précisant les impacts potentiels d'une telle stratégie (consommation intermédiaire permettant de réduire les charges, meilleure résilience des troupeaux lors de la soudure pastorale, etc.). En lien avec une caractérisation plus fine de la résilience des communautés pastorales du Ferlo, il faudrait que la NEP puisse démontrer plus clairement en quoi la génération de revenus additionnels via la valorisation des PFNL peut accroître la résilience de ces populations au changement climatique.

Enfin, dans la NEP, il faudra décrire davantage le volet de capitalisation et de partage d'expérience avec les acteurs de la GMV et les autres acteurs locaux.

3. Avis et recommandations sur le montage institutionnel pour la mise en œuvre du projet

→ Points forts

Les rôles des UP sont clairement définis dans la composante 1, en visant une implication forte aux différents stades du processus de reforestation, ce qui favorisera l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Pour renforcer l'acceptabilité sociale et culturelle du projet, et désamorcer certains risques potentiels (en particulier de conflits fonciers), le projet Dundi Ferlo met également l'accent sur la nécessaire sécurisation des zones ciblées, via un processus clair de concertation, d'identification et de sécurisation foncière (Activité 3.1), qui a déjà démarré. Il prévoit enfin une communication régulière avec les communautés pastorales, via deux canaux principaux : (i) une mobilisation sociale par trois animateurs relais (un par UP) ; (ii) la participation des leaders communautaires au comité de pilotage du projet.

Outre le fait que le projet s'appuie sur les UP, en tirant parti des expériences préalables sur le projet Ega Egga (et donc de l'expertise développée par AVSF en matière de renforcement des UP), les autres points forts du cadre institutionnel sont : (i) la recherche d'une implication forte des communes et des élus locaux, notamment sur les questions foncières ; (ii) le partenariat avec l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et la Grande Muraille Verte (ASRGMV) et la volonté de se concerter avec les autres acteurs de la GMV (en prévision d'une mise à l'échelle du projet) ; (iii) une alliance entre des acteurs opérationnels / de terrain (AVSF et WeForest) et des instituts de recherche (l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole / ISRA et le Centre international de recherche agricole pour le développement / Cirad), ce qui permettra notamment une analyse technico-économique approfondie des différents systèmes de reforestation testés. Il faut par ailleurs noter que le projet pourra bénéficier des collaborations antérieures de l'ISRA et du Cirad dans le cadre du Partenariat Pôle Pastoralisme et Zones Sèches.

→ Points faibles

Concernant les instances de supervision du projet (un comité de pilotage et un comité scientifique du projet), leurs rôles, composition et fréquence de réunion sont mentionnés dans la NIP, mais certains des rôles semblent se dupliquer avec ceux du Comité de Coordination du Projet (CPP). En outre, la mise en place de ces trois comités au sein du même projet présente le risque d'aboutir à la création de « coquilles vides », avec par exemple une faible participation des membres du fait de la multiplication des réunions ou d'une mauvaise compréhension des rôles distincts des trois comités.

Outre les quatre membres du consortium mettant en œuvre les activités, les partenariats envisagés sont nombreux, ce qui présente un risque de dispersion des efforts au niveau de l'équipe qui pilotera et coordonnera le projet. Par ailleurs, les rôles de certains partenaires mentionnés dans la NIP ne sont pas toujours clairement définis. C'est le cas par exemple du Centre de Suivi Ecologique (CSE).

→ Questions et recommandations

De manière générale, la NIP présente un montage institutionnel solide et cohérent avec des partenaires pertinents et légitimes aux différents niveaux de mise en œuvre des activités. Dans la NEP, AVSF devra néanmoins démontrer que la méthode de mise en place et surtout d'animation des comités de pilotage et scientifique permettra de les rendre utiles et fonctionnels (par exemple en précisant les modalités de réunion et les outils à disposition pour le pilotage et la prise de décision).

Nous recommandons aussi de préciser les modalités de mise en œuvre de certaines activités, en particulier en ce qui concerne la mobilisation des parties prenantes. Il s'agit notamment des aspects suivants : (i) dans la composante 1, clarifier les modalités d'implication des UP dans le suivi, l'entretien et la surveillance des plantations (incitations financières ou autres mécanismes ?) ; (ii) dans la composante 3, pour les Activités 5.1 à 5.3 (pilotage stratégique et scientifique, concertation avec les autorités locales et nationales, capitalisation et plaidoyer), indiquer les mécanismes de concertation prévus et leur fréquence ; (iii) dans l'ensemble du projet, décrire plus concrètement comment les agents de terrain du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et de l'ASRGMV seront impliqués et sous quelle forme se fera, par exemple, la fourniture de conseils sur les techniques de reboisement.

Enfin, sachant que les activités de mise en place du projet, y compris la signature des différentes conventions de partenariats étaient encore en cours début mai 2022, il sera sans doute nécessaire d'envisager une révision du calendrier de mise en œuvre.



Juin 2022

SAS SalvaTerra
6 rue de Panama
75018 Paris I France
Tél : +33 (0)6 66 49 95 31
Email : info@salvaterra.fr
Web : www.salvaterra.fr

